



Ensemble



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°216 - Jeudi 13 mai 2010



1^{re} convention nationale

**LES SOCIALISTES PROPOSENT
UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT**



Participez aux débats du Projet



La période qui va précéder les vacances d'été sera marquée par deux conventions devant nourrir le Projet des socialistes pour 2012. La participation des militants aux débats dans leur section et (ou) aux deux assemblées générales qu'organisera la Fédération en mai et juin est importante.

La 1^{re} convention a lieu en mai sur le "Nouveau modèle de développement économique, social et écologique" dont le comité de pilotage est présidé par Pierre Moscovici. Ce dernier nous fera l'amitié d'être présent le lundi 17 mai à Nantes pour débattre avec nous sur le contenu du texte. Celui-ci dont tu as pu prendre connaissance dans l'Hebdo ou sur le site internet* part d'une interrogation sur le modèle de développement et les changements profonds de société que les socialistes doivent initier. C'est à nous de construire et de proposer aux Français une société du bien-être, où l'on prend soin des autres, de soi et de la collectivité. Ce projet supposera une réforme fiscale, en lien avec un socialisme de la production mettant l'accent sur le volontarisme économique et la modification écologique de nos modes de production et de consommation. Dans un département comme le nôtre fortement industriel, ce projet fait aussi le constat qu'une économie forte ne peut faire abstraction d'une industrie forte. C'est pourquoi il est proposé que la puissance publique vienne épauler le marché dans le soutien du système productif en créant un "pôle public d'investissement industriel". De toutes ces questions, il en sera question le 17 mai au soir, avant le vote des militants le 20 mai.

La 2^e convention portera sur la "Rénovation", et même si le texte qui sera soumis aux militants le 24 juin prochain est encore en cours d'élaboration au moment où je rédige ces lignes, il sera sans nul doute ambitieux, loin du conservatisme de la droite. Là encore la Fédération organisera une soirée de débat le lundi 14 juin pour confronter nos idées.

De la forte participation des militants aux débats et aux votes dépendra aussi la force de notre Projet. Alors d'ici l'été retrouvons nous dans ces échanges pour conforter nos victoires du printemps et préparer celles à venir.

Alain GRALEPOIS
Premier secrétaire fédéral

- Lundi 17 mai : **Débat fédéral sur le "Nouveau Modèle de développement économique, social et écologique"** avec Pierre MOSCOVICI au FJT de Beaulieu à Nantes (20 h)
- Lundi 14 juin : **Débat fédéral sur la "Rénovation"** à la Fédération (20 h)

*www.lafrancequonaime.fr/laconvention

Les collectivités locales et pouvoirs locaux, éléments moteurs de la démocratie européenne

À l'heure où la gauche a remporté un succès important aux élections régionales (en France, et pas en Italie !), on peut s'interroger sur le rôle des pouvoirs locaux dans l'espace démocratique européen et sur l'impact des politiques européennes sur la vie de nos collectivités. Dans la nouvelle équipe du Conseil régional, Monique Rabin, notre tête de liste en Loire-Atlantique est désormais Vice-Présidente en charge de la stratégie européenne et internationale.

**"AUJOURD'HUI, LA POLITIQUE
EUROPÉENNE DES COLLECTIVITÉS NE
SE RÉSUME PLUS AUX ÉCHANGES
CLASSIQUES MENÉS DANS LE CADRE
DES JUMELAGES ET PARTENARIATS"**

La Région des Pays de la Loire a développé une politique volontariste dans ce domaine en investissant notamment, avec les régions Bretagne et Poitou-Charentes dans un espace à Bruxelles, au cœur des institutions européennes. Ce choix est révélateur du fait que les collectivités ont intérêt à instaurer un dialogue direct avec les institutions afin d'assurer une certaine visibilité du territoire et de peser sur la définition des politiques européennes, et spécifiquement sur les politiques structurelles de cohésion territoriale. Cet espace est aussi ouvert aux acteurs et citoyens.

Aujourd'hui, la politique européenne des collectivités ne se résume plus aux échanges classiques menés dans le cadre des jumelages et partenariats. Les échanges entre les villes s'opèrent plus largement dans le cadre de réseaux de collectivités. Citons Eurocities, l'association des métropoles européennes, le CCRE (Comité des Communes et Régions d'Europe - AFCCRE pour sa déclinaison française), le Comité des Régions. Ces organisations ont un rôle de mise en réseau des collectivités afin qu'elles échangent sur leurs pratiques. Elles ont aussi un rôle important de veille et de lobbying auprès des institutions européennes.

Actuellement, elles sont particulièrement actives sur le dossier des services publics. L'enjeu est de taille, il s'agit d'assurer la compatibilité de la mise en œuvre des services publics locaux avec le cadre européen. Ce débat qui peut apparaître technique a des impacts directs sur les politiques culturelles, d'éducation, de petite enfance. Individuellement, les collectivités n'ont pas les moyens de développer une expertise et de peser sur les décisions. Leur organisation en association est nécessaire.

Karine DANIEL
Secrétaire Fédérale Europe et internationale

Comment ça marche ?

1^{re} convention nationale sur le nouveau modèle de développement économique, social et écologique

• Une Convention nationale, ça sert à quoi ?

Une Convention nationale permet, entre deux Congrès du Parti socialiste, de trancher par le vote des militants, et après débat en sections et fédérations, un certain nombre de questions d'actualités ou d'approfondir l'orientation politique du parti. Les dernières Conventions nationales organisées ont porté par exemple sur la déclaration de principes du parti ou sur la ratification des listes socialistes aux élections régionales.

• Voici le déroulé précis de la Convention :

À partir du 10 mai : Envoi du texte présenté par le Conseil national chez les militants via l'Hebdo (en version imprimé ou numérique selon le choix fait par les militants il y a quelques mois). Le texte est aussi consultable sur le site de la convention*. N'hésitez d'ailleurs pas à réagir au texte, et participer au débat, sur ce site.

Jusqu'au 20 mai : Assemblées générales de débat sur le nouveau modèle de dévelop-

LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT
économique, social et écologique

pement dans les sections.

Lundi 17 mai : Débat fédéral sur le texte avec Pierre Moscovici (président du Comité de pilotage) au Foyer des Jeunes Travailleurs de Beaulieu à Nantes à 20 h. Cette soirée est ouverte à tous les adhérents de Loire-Atlantique.

Jeudi 20 mai : Vote dans les

sections sur le texte et éventuels amendements (pour voter, il faut avoir adhéré au plus tard le 19/11/2009).

Vendredi 21 mai : Convention fédérale et remontée des votes et des éventuels amendements départementaux au Comité de pilotage national.

Samedi 29 mai : Convention nationale à Paris et ratification du texte.

3 questions à Guillaume Bachelay

*www.lafrancequonaime.fr/laconvention

“La colonne vertébrale du projet socialiste”

Guillaume Bachelay est secrétaire national du Parti socialiste à l'industrie et membre du comité de pilotage de la convention. Il répond à nos questions.



• Comment envisages-tu cette 1^{re} convention nationale sur un nouveau modèle de développement ?

Cette première convention, c'est la colonne vertébrale du projet socialiste. Nous avons tiré trois leçons. Celles de la crise et de ses causes : le capitalisme financier et court-termiste qui oblige à un autre modèle de développement plus sobre sans être moins productif.

Les leçons du sarkozysme et de la France qu'il laissera : un État démembré, des services publics affaiblis, des infrastructures en souffrance, des finances publiques exsangues. Enfin, les leçons de l'épuisement de la social-démocratie traditionnelle : ses compromis historiques sont bouleversés par la dématérialisation des échanges, la financiarisation de l'économie, l'impératif environnemental, autant de données qui n'avaient pas cours durant les Trente glorieuses.

• Quelle place aura l'écologie dans ce modèle ?

Une place centrale et non plus latérale. Le modèle de production de demain sera social et écologique. L'approche néolibérale crée

de la misère, détruit des savoir-faire (notamment industriels), ne prépare pas l'avenir et génère des catastrophes sanitaires et environnementales. Il s'agit de développer de nouvelles activités, agricoles, industrielles et de services, moins gourmandes en énergie et en matières premières, et qui n'augmentent pas notre empreinte écologique. Pour cela, les commandes publiques prendront en compte des critères écologiques et sociaux et les financements ou soutiens publics répondront à des critères déco-conditionnalité.

• Pourra-t-on construire ce nouveau modèle sans réguler enfin le capitalisme financier mondial ?

Clairement non ! C'est pourquoi la souveraineté des gouvernements, des parlements, des citoyens, de la société civile sur le système financier est au cœur du texte qui est soumis aux camarades. C'est pourquoi nous proposons de séparer banques de dépôts et d'investissement pour que les banques se recentrent sur le financement de l'économie réelle, de limiter les produits dérivés, de renforcer la régulation du secteur bancaire, de taxer chaque année les bonus ou les produits financiers qui créent un risque systémique. De même, la constitution d'un pôle public d'investissement industriel mobilisable sous forme de fonds régionaux est l'un des piliers du texte.

1^{er} mai : les socialistes défilent

Comme chaque année, les socialistes de Loire-Atlantique étaient présents au côté des syndicats dans les cortèges de Nantes, Saint-Nazaire, Châteaubriant et Ligné. À la veille de décisions très importantes en matière de retraite et alors que notre département connaît de nombreuses inquiétudes pour l'emploi, notre mobilisation est impérative. Dans les semaines à venir le PS restera mobilisé dans la rue comme au parlement, contre toutes les attaques du gouvernement sur les acquis sociaux.



LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT
économique, social et écologique

Un nouveau modèle pour la France qu'on aime

Les élections régionales passées, l'heure est maintenant à la préparation de notre projet. Un socle sur lequel, le moment venu, la gauche rassemblée devra convaincre les Français.

Des Français qui aujourd'hui n'en peuvent plus de cette société rongée par les inégalités et le chacun pour soi, pur produit d'un modèle libéral et conservateur qui, crise après crise, n'en finit plus de montrer ses limites et son inefficacité. Ils sont lassés des vaines promesses de Nicolas Sarkozy. Pour autant, ne commettons pas l'erreur de ne compter que sur le seul rejet de la majorité en place, il nous faut créer l'adhésion.

Pour cela, soyons porteurs d'un vrai projet de société, de solutions concrètes et crédibles, plus justes, plus humaines, plus solidaires. Le "mieux vivre" plutôt que le "tout avoir". Le respect plutôt que l'opposition et la concurrence entre les individus. La défense d'une vie où chacun prend soin de l'autre et des autres. Ce mieux vivre ensemble nous le défendons déjà à l'échelle locale, portons le maintenant au niveau national

C'est avec cette ambition que le Conseil national du PS a su se rassembler autour

d'une orientation commune, fruit d'un travail collectif, pour proposer un nouveau modèle de développement économique, social et écologique.

Économique, en réaffirmant le rôle d'un autre modèle de croissance comme moyen de redistribution et de progrès social. En redonnant toute sa place à la puissance publique pour encourager la production et la création d'emplois à travers des aides conditionnées, le soutien à l'innovation et à la recherche, en réglementant les échanges et activités économiques, et en recréant les instruments de pilotage de notre appareil productif. Ce sera la mission d'un nouveau pôle public d'investissement industriel et d'un pôle public financier.

Social, en refondant le pacte républicain, avec l'ambition de reconstituer un vrai tissu social, grâce aux politiques d'éducation, de santé, de logement, par la création d'une Sécurité Sociale professionnelle, par un renforcement des services publics.

Écologique, enfin, et c'est au cœur même de nos propositions et du nouveau modèle de développement que nous souhaitons construire. Notamment à travers des outils nouveaux

comme la TVA éco-modulable qui permettra de réorienter nos modes de productions pour les rendre plus propres et plus respectueux des hommes et de l'environnement.

Dans un monde multipolaire où les échanges commerciaux, humains, culturels, se multiplient nous ne pouvons nous limiter au cadre national. L'Europe doit fixer des règles, établir un cadre protecteur, jouer son rôle sur la scène internationale. Réorientée, elle doit devenir un outil politique permettant l'harmonie sociale et fiscale par le haut, et donc le progrès.

Nous sommes convaincus que lorsqu'il est solidaire et inventif, fort de ses valeurs, tourné vers les Français, vers les acteurs sociaux, vers ses partenaires de gauche, alors le Parti Socialiste peut porter un avenir clair et redonner espoir.

Alain Gralepois – Olivier Château – Benjamin Baudry – Vincent Besseau – Pascal Bolo – Johanna Rolland – Fabrice Roussel – Pierre-Yves Legrand – Christophe Clergeau – Karine Daniel – Laurent Godet – Lyliane Jean – Catherine Piau – Fabienne Renaud – Martin Takoudju.

LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

économique, **social** et **écologique**

Valoriser le travail, refuser la tyrannie de la finance

Le Conseil national a validé à l'unanimité le projet de texte de la convention pour un autre modèle de développement. Il constitue **un début de réorientation de notre parti**. Les responsables de la motion C ont pris toute leur part à l'élaboration de ce texte qui est un compromis positif acceptable. Positif car il dit qu'il n'y aura pas de politique de gauche à politiques commerciales constantes, à politiques monétaires constantes, à politiques économiques constantes. Positif car nous avons changé de thermomètre : ce ne sont plus aux éditorialistes de la presse économique, aux gardiens de l'orthodoxie libérale que nous nous adressons, mais bien aux salariés, aux retraités, aux chômeurs, aux précaires, aux jeunes. Après la faillite d'un système dominé par le capitalisme financier, les socialistes français proclament la nécessité de construire un nouveau modèle de société.

On retrouve dans ce texte des marqueurs précieux pour une gauche décomplexée. D'abord sur le travail et le partage des richesses. **Travailler tous**, avec l'objectif du plein-emploi ; **travailler mieux**, avec la reconstruction d'un code du travail protecteur des salariés après des années de démantèlement de la droite ; **travailler moins**, en s'engageant à revenir sur les dispositifs ayant dégradé les 35 h et sur la remise en cause du repos dominical. La question des salaires est clairement abordée : l'instauration d'une échelle des rémunérations de 1 à 20 dans les entreprises, la valorisation du SMIC. Quant aux retraites, outre la défense de l'âge légal du départ à 60 ans, le texte affirme la possibilité d'introduire de nouvelles ressources pour répondre aux besoins de financement.

La politique européenne définie ne s'interdit plus de remettre en cause le dogme de Maastricht ou des traités de libéralisation : rappel à la souveraineté démocratique sur la politique monétaire, exclusion des inves-

tissements d'avenir du calcul des critères du pacte de stabilité, clause de sauvegarde pour nos secteurs industriels, contribution (entendre taxe) à l'entrée de l'UE pour les produits profitant d'une compétitivité faite de dumping fiscal, social et environnemental, renégociation des directives de libéralisation.

En se fixant comme objectifs la disparition du secret bancaire, la séparation entre ce qui relève de la banque de détail et de la banque d'affaires, la création d'un pôle financier public, le politique se retrouve en régulateur face à **des banques qui, laissées à elles-mêmes, nous ont mené à la crise financière**.

Le texte réhabilite l'intervention publique : la planification, par exemple écologique ; les nationalisations ; la création d'un pôle financier public ; le retour au statut public de la Poste.

Ce texte n'est pas un point d'arrivée, mais un point de départ. Il est un point d'appui pour les alliances à venir. Il doit nous permettre de tisser ou retisser les liens de l'union de la gauche, d'être le trait d'union avec tous les acteurs de la transformation sociale.

Il nous faut, pour le projet 2012, préparer des propositions précises que nous nous **engagerons** à mettre en œuvre. Les Français se tournent à nouveau vers nous, et dans leur regard il y a beaucoup d'inquiétudes et d'attentes. Ce qu'ils attendent, c'est un **modèle différent** de ce qui les a amenés dans la situation où ils se trouvent actuellement.

Bertrand Delaporte – Michèle Gressus – Chloé Le Bail – Jean-Jacques Lumeau – Nicolas Nocet – Denis Talledec – Éric Thouzeau – Simon Thouzeau.

Pour un nouveau contrat social et écologique mondial

La crise économique mondiale que nous vivons est évidemment le produit des politiques économiques libérales décomplexées, débridées, et faussées. Les outils de régulation économique ont été démolis un par un depuis près de 30 ans. On ne peut concevoir une économie de marché sans régulation et contrôle, si l'on veut éviter que la spéculation et la recherche de profits ne conduisent le monde à sa perte. Un nouveau modèle économique doit se mettre au service de l'homme, pour apporter des réponses à la question du bonheur de l'humanité et de la liberté. Pour construire un nouvel ordre économique mondial juste, commençons par redéfinir les indicateurs du développement. Remplaçons le PIB par un indice de progrès humain pour mesurer l'espérance de vie, l'éducation, la pauvreté, mais

aussi et surtout pour discuter du monde que nous voulons reconstruire en termes de régulation, de système de santé, d'éducation, de protection sociale...

Avec le déclin économique, nous venons de connaître le déclin de l'environnement qui affectera durablement nos vies et celle de nos enfants. L'impact du changement climatique sera plus fort sur les régions et les populations les plus pauvres. Voilà pourquoi il est important que les questions de pauvreté, d'inégalités soient prises en compte dans les négociations climatiques internationales.

Nous devons enfin définir un nouveau modèle de production industrielle et agricole, et un nouveau modèle de consommation, équitable, respectueux des humains et de la

planète. Il s'agit rien moins que d'un nouveau contrat social et écologique mondial, qui restaure les services publics, l'accès aux biens communs et le partage des richesses.

Tel est l'esprit de notre texte unitaire de la convention pour un autre modèle de développement que nous soutenons.

Le socialisme du 21^e siècle doit intégrer les valeurs sociales, de démocratie, de progrès et de protection de la planète.

Tout se tient et tout doit être lié par une éthique sociale et humaniste.

Gérard Allard
Pour "Espoir A Gauche"

Interview de Patrick Mareschal, président du Conseil général

“Les Départements vivent un étranglement financier”



- **Le Conseil général lance un recours en justice contre l'État à propos des transferts de compétences non compensés financièrement : comment en est-on arrivé à cette démarche judiciaire ?**

Les transferts opérés depuis 2002, puis 2004, ne sont pas suffisamment compensés. La dette de l'État à l'encontre de notre collectivité s'élèverait à quelques 100 M€ pour la seule année 2009. Or 100 M€ ce n'est pas moins de 35 % de notre budget d'investissement. L'autonomie financière du Conseil général de Loire-Atlantique s'en trouve largement réduite. Après avoir tiré le signal d'alarme à plusieurs reprises, nous avons décidé lors de la session de décembre 2009 de créer une mission d'information et d'évaluation relative à l'impact financier des transferts de compétence de l'État au département et à leur compensation. Cette commission rendra ses conclusions en juin prochain. En attendant cette échéance, nous avons décidé d'engager un dialogue avec l'État par le biais d'un recours gracieux. Sans réponse dans les 4 mois, nous serons contraints d'aller plus loin et de porter

notre recours, contentieux cette fois, devant le Conseil constitutionnel.

- **D'autres Conseils généraux de gauche ou de droite ont déjà lancé une action contentieuse, que peut-on attendre ?**

Notre objectif est double : obtenir le remboursement des sommes engagées par le Conseil général ces dernières années et faire constater l'inconstitutionnalité des textes organisant les transferts opérés. Deux grands principes ne seraient en effet pas respectés : la libre administration des collectivités qui suppose que celles-ci soient autonomes dans leur gestion financière et le droit à la compensation financière qui vise quant à lui à assurer le paiement par les collectivités des charges transférées par l'État.

- **Une vingtaine de départements sont en situation financière très délicate. Certains ont voté des budgets en déséquilibre ou avec un équilibre factice. Qu'en est-il de la Loire-Atlantique ?**

La dette sociale de l'État à l'égard des départements atteint, selon l'ADF - l'association des départements de France - 8 milliards d'euros. Toujours selon l'ADF, 28 départements seraient à l'heure actuelle totalement étranglés, 16 devraient l'être en 2011 et tous le seraient à terme. Pour ce qui nous concerne, la situation financière de la collectivité est aujourd'hui si préoccupante que sans paiement par l'État de sa dette, nous ne serons pas en

mesure d'équilibrer notre budget 2011. Serons-nous placés sous tutelle ? À ce jour je l'ignore, mais c'est bien ce que prévoit la loi pour les conseils généraux qui présenteraient un budget en déficit.

- **Peux-tu nous donner un ou deux exemples concrets de politiques départementales mises en danger à cause du non respect des engagements de l'État ?**

Les Départements vivent un étranglement financier programmé qui fait disparaître toute autonomie dans l'affectation possible des dépenses départementales. Nous ne pouvons bien sûr pas nous soustraire aux dépenses sociales, mais nous ne disposons plus de marges de manœuvre pour agir dans d'autres domaines de notre choix. Les déficits liés aux dépenses d'APA - allocation personnalisée d'autonomie - et de PCH - prestation de compensation du handicap - sont si importants pour notre collectivité que nous pourrions par exemple être contraints, pour pouvoir continuer à assurer ces prestations, de revoir à la baisse les objectifs de nos schémas départementaux en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Au-delà ce sont toutes les actions menées de manière volontariste par notre collectivité qui sont susceptibles d'être remises en cause. Je pense par exemple à nos politiques culturelles et sportives ou encore à notre politique de soutien aux projets des communes et intercommunalités du département.

Rencontres du Département

Les militants de l'agglomération nantaise sont invités aux 3 prochaines réunions thématiques organisées dans le cadre des “Rencontres du Département”, de 18h30 à 20h30 :

- Mardi 1^{er} juin, salle du Seil de Rezé, 3 allée de Provence, quartier du Château : **Personnes Agées**
- Jeudi 10 juin, salle de la Carrière à Saint-Herblain, par le périphérique sortie “Porte de St-Herblain” : **Petite Enfance**
- Mardi 29 juin, salle Festive de Nantes Nord, rue du Bout des Landes, tramway ligne 2 arrêt “René Cassin” ou ligne de bus 32, arrêt “Les Roches” : **Insertion, Solidarité et Logement**

Ces Rencontres sont ouvertes à tous les habitants.

Forum des Tanneurs

Un an de débats et d'échanges



Un an après le lancement de notre projet, nous pouvons tirer un bilan très largement positif. Nous sommes en passe de gagner notre pari sur cette recherche qui consiste à débattre et à nourrir en profondeur notre pensée politique. Notre dernier congrès au-delà de nos divisions a fait surtout apparaître la nécessité de refonder notre projet. D'où cette idée du Forum des Tanneurs, un lieu, notre fédération, un rendez-vous, 5 fois dans l'année, et des thèmes de discussion, le féminisme, les inégalités, le Développement Durable, la crise, l'unité de la gauche... Et des intervenants de grandes qualités, Filoche, Harribey, Duclert ou de Haas.

Et ce rendez-vous dans une année électorale avec son lot de réunions de toutes sortes fût un réel succès : entre 40 et 80 personnes dans la salle, des interventions riches et des échanges de qualité. À noter également que les débats ont été suivis par 1758 militants sur internet, et que le site www.forumdestanneurs.org a été aussi le support d'expérimentation pour instaurer de nouveaux modes d'échanges avec les militants.

Nous envisageons donc de poursuivre et d'aller plus loin pour la saison prochaine. Sans doute plus de dates, 6 à 8, deux intervenants pour chaque thème si possible et une communication encore plus large, tournée davantage encore vers l'extérieur.

Dans l'esprit des lundis philo ou des cafés littéraires, nous allons donc confirmer et faire évoluer encore ces rencontres politiques. Nous les voulons largement ouvertes aux autres militants des partis de gauche, aux militants syndicaux, aux associations de gauche, aux jeunes salariés, aux étudiants... Les sujets porteront sur les politiques nationales ou les débats locaux.

Face à un monde qui change à grande vitesse, les questions politiques locales, nationales ou universelles auxquelles nous sommes confrontés nécessitent un forum de discussion permanente pour dessiner ensemble un avenir pour la gauche.



Walter BONOMO, Délégué fédéral à la Formation
Gérard ALLARD, Secrétaire fédéral à la Formation
Simon THOUZEAU, Secrétaire fédéral adjoint à la Formation

Retrouvez le compte-rendu du Forum du 3 mai sur les inégalités en France, en présence de Gérard Filoche, sur le site www.ps44.fr



À lire

Le monde impitoyable du travail

Le dernier livre de Gérard Filoche est un état des lieux du monde du travail. Monde cruel, impitoyable ou le droit du travail semble n'être qu'une façade.

Heures supplémentaires, limitation des salaires, révision du mode de rupture des contrats : le démantèlement du droit du travail est grandissant. Il subit en

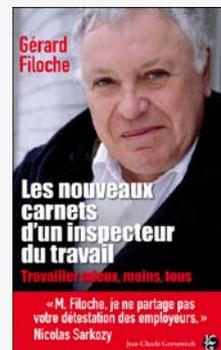
particulier ces dernières années une attaque en règle de tous les acquis obtenus depuis 130 ans. "Les nouveaux carnets d'un inspecteur du travail" est un témoignage sur la réalité de millions de salariés au moment où l'on ne s'offusque pas au gouvernement du fait que l'on propose 137 euros par mois en Tunisie aux salariés de Continental, licenciés économique de l'usine de Clairoux !

L'ouvrage fait le point sur les attaques contre le code du travail, exemples concrets à l'appui. Comme celui de cette femme dynamique qui travaille beaucoup. Les directeurs l'apprécient. Forcément, elle reste tard le soir et souvent les samedis et dimanches. Mais au bout de huit années, ça devient dur. Les affaires de la boîte vont de mieux en mieux, l'argent rentre pour les boss, mais la paie ne suit pas pour les bosseurs. Elle demande à ce qu'on lui paie ses heures supplémentaires. On esquivé, on refuse. "C'est comme ça chez nous, tu sais, on ne compte pas ses heures..." Elle ose se syndiquer, elle s'isole des autres, elle lutte mais se sent pestiférée. Chaque matin, elle, si souriante et de bonne humeur, a les tripes nouées en allant au travail. C'est sa vie, son quotidien.

Combien d'infractions au droit du travail constate-t-on chaque année ? Un million. Mais il n'y a que 427 inspecteurs du travail et 813 contrôleurs pour 15 500 000 salariés et 1,2 million d'entreprises...

Depuis près de 30 ans, Gérard Filoche est inspecteur du travail. Cet ancien dirigeant de la LCR, aujourd'hui membre du PS, nous propose dans ce livre le récit de ses batailles juridiques pendant lesquelles les entreprises font pression sur le salarié isolé. Une lecture qui montre combien le politique a un rôle important à jouer dans le droit du travail et son application parfois bafouée.

"Les nouveaux carnets d'un inspecteur du travail" de Gérard Filoche chez JC GAW-SEWITCH éditeur. 312 pages - 19,90 €



Portrait de Lucienne Liardeaux

Une femme debout



C'est une petite femme au sourire gentil et à l'œil vif. Assise dans son fauteuil, elle revient sur sa vie et quelle vie ! Née en 1920 à Paris d'un père ouvrier en instruments de chirurgie et d'une mère employée dans un magasin de fourrure, elle grandit dans le Paris des années 20. Adolescente, elle comprend que son père est syndicaliste franc-maçon et militant SFIO. "Il était aussi athée, il ne fallait pas lui parler du bon Dieu !". Il se met à son compte toujours dans la vente d'instruments de chirurgie en 1929. La crise est là et c'est dur. Lucienne travaille à partir de 14 ans comme secrétaire chez son père. L'année suivante, il l'inscrit aux jeunesses socialistes. Elle y rencontre

Léon Blum peu avant le Front populaire, "un homme formidable, sympathique et facile d'accès". 1936 : la gauche remporte les élections : c'est le Front populaire. Lucienne en garde un souvenir ému : "Les gens étaient contents car ils partaient en vacances pour la 1^{re} fois comme les riches ! On était tous unis, on se rendait service, on était heureux".

Trois ans après arrivent la guerre et l'exode : sa famille se réfugie à Nantes puis en Dordogne avant de revenir en région parisienne. Son père reprend un petit commerce et embauche Lucienne. Elle apprend peu après qu'il est engagé dans la Résistance. Elle s'y engage à ses côtés : journaux clandestins, fausses cartes d'identité etc. Mais en mai 1944, son père entre à la clinique Arago à Paris pour une fistule gangreneuse. Elle est tenue par les Allemands. Il y est arrêté et déporté en Allemagne. Lucienne sera elle aussi arrêtée par la milice française le 8 mai 1944 puis emprisonnée à la prison de Fresnes. Elle est déportée à Ravensbrück en août. "Ils nous ont pris toutes nos affaires, j'ai reçu le n°57 460 et j'ai été affectée à un baraquement où nous étions 200. A 4 h du matin, c'était le réveil. Après un bol de mauvais café et une toilette rapide, c'était l'appel pendant des heures et par tous les temps avant le travail forcé. J'étais dans une équipe de bohémiennes qui portaient l'écusson d'"asocial" (triangle noir la pointe en bas). Moi j'avais un triangle rouge signifiant déporté politique. Il fallait charger des wagonnets de terre puis les pousser sur des rails et les vider aux abords d'un marais pour l'assécher. Nous étions pieds nus dans des galoches de toile à semelles de bois. C'était affreux".

Lucienne sera transférée plus tard à Buchenwald. À la fin d'avril 1945, face à l'arrivée des Russes, les Nazis ouvrent le camp : commence alors une marche harassante encadrée par les soldats allemands. Après bien des frayeurs et souffrances, Lucienne et les autres déportées sont finalement livrées aux Américains. Lucienne sera rapatriée en France le 9 mai 1945. À Paris, elle arrive à l'hôtel Lutétia qui reçoit les anciens déportés. Une tante vient la chercher et l'emmène chez sa mère : "Je lui ai sauté dans les bras : j'en ai encore les larmes aux yeux 65 ans après".

La vie reprend son cours. Sans nouvelles de son père, Lucienne a rouvert son magasin. Elle apprendra plus tard qu'il a été tué par des soldats allemands lors de son rapatriement après la sortie de son camp de concentration en avril 1945. Elle se marie après la guerre et s'installe dans la région de Tours avec son frère et son époux : ensemble, ils tiendront un commerce d'instruments de chirurgie. Elle continuera à militer à la SFIO où elle sera notamment une proche de Gaston Deferre. Elle militera pour la construction de l'Europe et la réconciliation franco allemande car "nous luttons contre le régime nazi, pas contre les Allemands".

Adhérente à la section de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, la vie de Lucienne montre combien sont précieux les droits de l'Homme, la liberté et la démocratie. En ces temps de paix en Europe, méditons le message que portent la vie et les combats de Lucienne.

Lucienne a reçu en 2006 par Jacques Floch, la médaille de la Libération de la ville de Paris au nom de Bertrand Delanoë.

Une brochure retraçant sa vie a été éditée. Elle est disponible à la fédération.

/// Agenda

• Rencontre-débat

Dans le cadre du débat de la 1^{re} Convention nationale, "Un Monde d'Avance - Saint-Nazaire", organise une rencontre-débat sur le thème "Nouveau modèle économique, social et écologique : Pas d'économie forte, sans industrie forte". Elle aura lieu le **mardi 18 Mai** à la maison de quartier d'Avalix 3, rue du Docteur Calmette à Saint-Nazaire à 20 h en présence de Razy Hammadi, Secrétaire National du PS aux services publics.

• Espoir à gauche

La réunion départementale de la motion E "Espoir à gauche", initialement prévue le lundi 17 mai a été reportée au **lundi 7 juin** à la Fédération du PS 44, 1 allée des Tanneurs à Nantes, en présence de Patrick Mareschal.

• Décès d'Antoinette Prampart

Voici quelques jours, Antoinette Prampart nous a quittés. La Fédération et la section de Nantes Nord adressent à Bernard, son époux, leurs sincères condoléances. Nous retiendrons d'Antoinette sa gentillesse, sa discrétion et sa disponibilité.

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 12/05/10



Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44 000 NANTES
Tél : 02 40 20 63 00 - Fax : 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralpeois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédacteurs en chef adjoints : Romain Mercière et Nicolas Nocet
Rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : François Caillaud, Philippe Grangeaud
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par Parenthèses
N° CPPAP : 0914 P 10751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3 400 ex.

